

<https://ricochets.cc/Essayez-la-dictature-Interdictions-de-meetings-repression-censure-dissolutions-7484.html>



# Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...



- Les Articles -

Publication date: vendredi 19 avril 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Cette semaine, de nouveaux records d'autoritarisme et de censure de la part du pouvoir et de ses alliés : conférences pro-palestiniennes interdites et interdiction de la marche contre le racisme à Paris.**

Les méthodes de dictature et les inversions de réalité à la sauce « orwélienne » (1984) se multiplient, en toute légalité.

Dénoncer et se défendre ne suffira pas, [comment passer collectivement à l'attaque ?](#)



Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...

## **"DICTATURE : APRÈS LES CONFÉRENCES PRO-PALESTINIENNES, L'INTERDICTION DE LA MARCHÉ CONTRE LE RACISME À PARIS**

**En 2020, Macron avait déclaré de façon provocante dans les médias : « essayez la dictature, et vous verrez », pour tourner en ridicule les personnes, de plus en plus nombreuses, qui dénoncent l'autoritarisme et les violences policières en France. Sous entendu, il y a pire ailleurs, alors taisez vous.**

Il déclarait aussi : « Aujourd'hui s'est installée dans notre société, et de manière séditeuse, l'idée que nous ne serions plus dans une démocratie, qu'il y ait une forme de dictature qui s'est installée. Mais allez en dictature ! Une dictature, c'est un régime où une personne ou un clan décide des lois. »

**Nous sommes en 2024, et il faut regarder la situation en face. Le gouvernement n'a jamais dissout autant d'associations. Il gouverne sans le vote des députés, par 49.3, parce qu'il n'a même pas la majorité. Il écrase dans le sang les revendications écologistes et sociales. Il impose des mesures rejetées par quasiment toute la population. Les médias de masse sont entièrement contrôlés par des milliardaires proches du pouvoir. La liberté de la presse est en chute libre, et plusieurs reporters ont été arrêtés par les services de renseignement. Le président multiplie les discours guerriers et militaristes. L'anti-terrorisme est envoyé contre des écolos. Tout cela, ce sont littéralement des pratiques de dictature.**

Pour compléter ce tableau, depuis plusieurs semaines, le plus grand mouvement politique de gauche, la France Insoumise, est diffamé et attaqué quotidiennement, sans relâche, par les dirigeants, et n'a pas le droit de répondre. **Pire, ses meetings sont désormais interdits.**

**Enfin, une grande manifestation « contre le racisme, l'islamophobie et pour la protection des enfants » prévue dimanche 21 avril à Paris et organisée par de très nombreuses organisations dont le collectif Urgence notre police assassine, fondé par Amal Bentounsi qui se bat de façon héroïque depuis que son frère a été tué d'une balle dans le dos par un policier en 2012, vient d'être interdite.**

La répression, le racisme et le colonialisme sont désormais des sujets dont il est interdit de discuter en France !

Le préfet de Paris a publié un arrêté d'interdiction le 18 avril. **À lire ce document, il y a deux nouveaux dogmes obligatoires pour appartenir à leur prétendue « République » : le soutien à la police et le soutien à Israël. En dehors, vous n'avez plus aucun droit.**

En effet, le préfet estime que dénoncer les violences policières peut « attirer des éléments violents » et qu'évoquer les enfants de Gaza est une « provocation à l'antisémitisme ». La répression, le racisme et le colonialisme sont désormais des sujets dont il est interdit de discuter en France !

**On rappelle par ailleurs que ce même préfet avait autorisé des rassemblement ouvertement néo-nazis en plein coeur des quartiers centraux de Paris, notamment une manifestation raciste devant le Panthéon le 2 décembre dernier, qui avait eu lieu sous l'oeil bienveillant des CRS, alors que des saluts nazis étaient effectués.**

Un récent rapport de la Cour des comptes sur le maintien de l'ordre montre l'explosion des interdictions de manifester à Paris. Elles étaient rarissimes voire inexistantes en 2017, quand Macron est arrivé au pouvoir. Il y a eu plus de 350 interdictions de manifestations à Paris pour l'année 2022, quasiment une par jour en moyenne. L'été dernier, la Marche pour Adama, en mémoire du jeune homme mort asphyxié par des gendarmes, avait déjà été interdite sans raison, et les quelques personnes bravant l'interdiction agressées par des policiers.

Le 18 avril 2024 est ainsi une grande journée pour la liberté d'expression : le même jour, une conférence de la France Insoumise aura donc été interdite à Lille, le préfet de Paris aura interdit la marche du 21 avril et un secrétaire de la CGT aura été condamné pour « apologie du terrorisme » pour un tract de soutien à la Palestine.

**Nous avons donc le gouvernement qui dissout le plus de collectifs, qui utilise le plus de 49.3, le plus d'armes de répression et d'interdictions de manifester de toute la 5e République. Essayez la dictature ? Nous y sommes.**

► NOTE : le 19 avril, le tribunal administratif a annulé en référé l'interdiction préfectorale de la manif du 21 avril ! ...à suivre



Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...

## ø AVALANCHE D'INTERDICTIONS DE SOUTENIR LA PALESTINE : JUSQU'OU IRA L'ESCALADE AUTORITAIRE ?

► Le génocide à Gaza, révélateur de la fascisation de l'État français -

; Ce jeudi 18 avril à Lille, une conférence organisée par la France Insoumise dans le cadre des élections européennes, avec la candidate franco-palestinienne et Jean-Luc Mélenchon, a été doublement interdite. D'abord, à la demande de groupuscules fascistes rejoints par la droite et les macronistes, la conférence prévue à l'université de Lille a été interdite. Elle a ensuite été déplacée dans un autre lieu de Lille par la France Insoumise. Cette fois-ci, c'est le préfet qui a carrément interdit toute prise de parole, avec un arrêté. **Une candidate d'un grand parti interdite par les autorités de s'exprimer dans le cadre d'une campagne, sans aucun autre motif que de soutenir la cause palestinienne, c'est probablement du jamais vu.**

; **À Rennes le 10 avril, une conférence de la France Insoumise à l'université de Rennes 2, en présence de Jean-Luc Mélenchon, avait déjà été annulée in extremis pour de prétendues raisons de « sécurité ».** La direction de l'université prétendait avoir reçu « un mail de menace », et refusait que la France Insoumise n'assure sa propre sécurité, alors que le mouvement exprimait ses « plus vifs doutes sur la réalité de cette menace ». 1000 personnes étaient attendues. En réalité, ce simple mail était un prétexte permettant de faire taire une parole dérangeante : jamais une conférence macroniste n'aurait été annulée pour de telles raisons, l'État aurait au contraire mis les grands moyens pour faire en sorte qu'elle se tienne.

; **Deux jours plus tôt, c'est à Science Po' Bordeaux qu'une conférence de Rima Hassan était annulée au dernier moment, également pour des pseudos raisons de sécurité.**

Sur les campus : interdiction de soutenir la Palestine ou de dénoncer l'extrême droite, mais autorisation de la propagande néofasciste

ǀ **Cette chasse aux sorcières se généralise dans les universités. Le 19 mars, dans la fac d'Aix Marseille, un événement organisé avec le militant juif antisioniste Pierre Stambul, qui est également enseignant, a été interdit sur conseils de la préfecture.** La voix d'un militant juif a donc été censurée une fois de plus, dans un lieu de savoir, parce qu'elle dénonce l'extrême droite israélienne.

ǀ Même chose à l'Université de Montpellier le 25 mars dernier. **Un événement nommé « Israël Apartheid Week » dénonçant la colonisation a été interdit.**

ǀ On apprend également qu'à **Angers, une fête antifasciste organisée par un collectif d'associations et de syndicats, qui devait se tenir dans des locaux de l'université jeudi 18 avril, est interdite par la présidence de l'université.** Du jamais vu localement. Rappelons qu'il y a quelques semaines, une soirée d'extrême droite organisée par des groupes de nostalgiques de l'Algérie française a pu se tenir en plein coeur de l'université de Nantes, avec l'approbation de la direction !

**Sur les campus : interdiction de soutenir la Palestine ou de dénoncer l'extrême droite, mais autorisation de la propagande néofasciste.**

ǀ Enfin, un syndicaliste vient d'être condamné par le tribunal correctionnel ce jeudi 18 avril pour « apologie du terrorisme ». Il s'agit du secrétaire de la CGT dans le Nord Jean-Paul Delescaut. Il écope d'une peine extrêmement lourde d'un an de prison avec sursis pour la publication d'un tract pro-palestinien appelant à « la fin de l'occupation » israélienne et « la paix en Palestine » en octobre dernier. **C'est la première fois en France qu'un représentant syndical est condamné pour ce type de délit.** Jean-Paul Delescaut avait été interpellé chez lui, à l'aube du 20 octobre par la police, avant d'être placé en cellule. Sa condamnation crée un précédent gravissime pour la liberté d'expression.

ǀ Pendant ce temps, les soutiens d'Israël multiplient les mensonges les plus obscènes, les appels au génocide et les menaces physiques contre les responsables de gauche dans tous les médias depuis des mois sans jamais être inquiétés.

**La situation à Gaza est un révélateur et un accélérateur de la fascisation en France : elle permet à nos dirigeants un déchaînement répressif et un recul vertigineux de la liberté d'opinion. Jusqu'où ira la chasse aux sorcières ? Jusqu'où nous la laisserons aller. Faisons front.**

(posts de Contre Attaque)



Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...

Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...

► Voir aussi :

- [Dissolution de la défense collective de Rennes - Minorités et contestataires ciblés par le pouvoir](#) - La « Loi séparatisme » permet de dissoudre des groupes d'opposants politiques
- et ça continue le 19 avril : [Rima Hassan, candidate LFI aux européennes, convoquée par la police pour apologie du terrorisme](#) - La juriste franco-palestinienne sera entendue le 30 avril pour des propos tenus sur les réseaux sociaux entre novembre et décembre. Elle dénonce des « pressions politiques visant à compromettre sa liberté d'expression ».



Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...

Essayez la dictature ? Interdictions de meetings pro-palestiniens, répression de syndicalistes, censure, dissolutions...

## CONFÉRENCE LFI INTERDITE À LILLE :

Quand le soutien à la Palestine devient la nouvelle chasse aux sorcières

C'est une dérive en plusieurs actes : le premier, lorsque l'université de Lille a déclaré interdire sur son site une conférence de la France Insoumise à l'occasion de la campagne électorale des européennes.

Suite à cette interdiction, LFI avait annoncé hier que la conférence aurait tout de même lieu dans un autre lieu, à Roubaix.

2e acte : mais l'affaire prend désormais une tournure encore plus inquiétante puisque le préfet du Nord a interdit tout simplement la tenue de cette conférence, où qu'elle puisse se tenir sur le territoire.

Pour rappel, un logo « Libre Palestine » apposé sur l'affiche de la conférence, avait déclenché l'ire de la droite et de l'extrême-droite, hurlant à l'antisémitisme. Pourtant ce symbole illustre une revendication claire, le cessez-le-feu et une solution pour la Palestine en souffrance depuis tant de décennies.

**Non seulement il s'agit de censurer le soutien à la Palestine mais il s'agit également d'une entrave grave à la campagne électorale d'un parti d'opposition. Par le biais de la préfecture du Nord, c'est bien l'État et le macronisme qui sombrent dans cette dérive inquiétante.**

Le pouvoir français sombre encore un peu plus dans l'autoritarisme, emprunter aux sombres années du Maccarthysme une chasse aux sorcières version 2024, où les communistes sont remplacés par les soutiens à la Palestine... et plus globalement, tous ceux qui sont jugés trop proches des musulmans (et par extension racistes, des arabes)

**Cette dérive devrait inquiéter l'ensemble de la classe politique et sociale, y compris du côté de la droite qui se soucie encore des valeurs de liberté (si tant est qu'elle existe encore).**

C'est donc un appel à dénoncer cette censure hallucinante qui a été lancé pour 18h30 ce soir à Lille. Quelles que soient nos affinités politiques, nous ne pouvons regarder en silence ce pays glisser lentement vers la dictature.



## Si le pouvoir réprime, c'est qu'il a peur, profitons-en !

**On se demande souvent comment un pays sombre dans la dictature sans qu'une grande partie de sa population ne s'y oppose. Tout simplement en y allant par paliers, en agitant la peur de l'autre et en tapant en premier sur les plus faibles/stigmatisés.**

La France emprunte objectivement cette voie depuis plusieurs années. La dernière séquence en cours en est la triste illustration : la même journée (18 avril), la préfecture du Nord a interdit une conférence organisée par la LFI, la préfecture de Paris a interdit une manifestation contre les racismes, et un syndicaliste CGT a été condamné à un an de prison avec sursis pour apologie du terrorisme, pour avoir écrit un communiqué, post 7 octobre, qui disait que « Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi, elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées. »



La criminalisation de l'opposition est évidente. Elle se drape aujourd'hui derrière la pseudo lutte contre l'antisémitisme comme elle pouvait se draper il y a quelques décennies, derrière la lutte contre le péril communiste. Elle émane du pouvoir politique mais également judiciaire et bien évidemment tous les corps répressifs de l'État.

Cette mise en « ordre » d'un système autoritaire (voire totalitaire) devrait inquiéter bien au-delà des personnes et structures touchées. Car il est évident que cette répression et cette mise au pas de la parole et de la pensée seront élargies à toutes les oppositions, notamment en cas de possible prise du pouvoir par l'extrême droite.

S'indigner est un réflexe compréhensible, et plutôt logique. Mais pour vraiment stopper cette chute dans les ténèbres fascisantes, il faut plutôt s'organiser pour riposter.

Car le macronisme a cette particularité de ne montrer son autoritarisme que lorsqu'il se retrouve acculé et en difficulté. Si personne ne fragilise son pouvoir, Macron et son monde gardent le vernis démocratique. Mais dès qu'il commence à être mis en défaut par des mouvements populaires, il sort l'attirail répressif qui n'a rien à envier à Poutine. Cela fut le cas pour les Gilets Jaunes, puis plus récemment pour des écologistes ou encore les opposants à la réforme des retraites.

Si aujourd'hui, le pouvoir est saisi de spasmes autoritaires sur la question palestinienne, c'est tout sauf un hasard. En effet, depuis plusieurs semaines, les voix qui dénoncent les actes du gouvernement israélien se font de plus en plus nombreuses et bruyantes. Le mouvement de solidarité envers la Palestine prend clairement de l'ampleur et se structure. De plus en plus de personnes comprennent que la stratégie de Netanyahu dépasse largement la lutte contre le terrorisme et s'inscrit bien dans un agenda colonialiste et à vocation génocidaire. Ce discours là s'étend même au sein de certains gouvernements occidentaux, et peut désormais s'entendre à l'ONU.

Pour Macron, l'objectif est donc d'empêcher l'opposition (politique et syndicale) d'amplifier cet élan et cette prise de conscience d'une grande partie de la population. A la fois pour continuer à aider son allié israélien et ses soutiens en France mais aussi, dans une logique plus franco française, pour éviter que cette question palestinienne puisse permettre à une opposition forte, autre que celle d'extrême droite, de se renforcer et de devenir une menace pour le pouvoir en place..

**Il ne faut donc pas avoir peur de cette répression indigne d'une vraie démocratie. Mais plutôt s'en saisir pour riposter de façon encore plus massive.** Continuer à clamer notre solidarité envers le peuple palestinien et son droit à vivre sur ce territoire. Continuer à occuper la rue, les universités ou tout autre lieu public.

Quand le pouvoir réprime une organisation qui organise une manif, ce n'est pas tant pour lui faire peur à elle que pour faire peur aux autres, pour les dissuader d'emprunter cette voie de la lutte et de la résistance. Amplifier cette lutte est donc la seule riposte possible pour prouver qu'en plus d'être illégitime moralement, cette répression est inefficace.

A dimanche dans la rue.

(posts de CND)